

***Rebâtir:
An innovative
approach,
concrete results***



Commission des services
juridiques

Rebâtir

17th of October 2025

Marie-Claude Richer, avocate et directrice

mcricher@rebatir.ca

Élise Joyal-Pilon, avocate

ejoyal-pilon@rebatir.ca

Catherine Ahélo, avocate

cahelo@rebatir.ca

Its genesis

Social context

Waves of denunciations (#MeToo, #UnreportedAssaults)

Since 2017, Quebec has been strongly affected by social movements denouncing sexual and domestic violence. These campaigns have highlighted the shortcomings of the judicial system, including:

- The lack of support for victims.
- The complexity and slowness of legal proceedings.
- The feeling of injustice and mistrust in institutions.
- Underreporting.

Citizen and media mobilization

Groups like Les Courageuses and public figures have helped raise public awareness and alert elected officials to the need to reform the system.

Political Context

1. Creation of the Expert Committee on Support for Victims of Sexual Assault and Domestic Violence (March 2019)

In response to this social pressure, the Quebec government established a committee of experts composed of legal experts, social workers, researchers, and representatives of community groups. This committee's mandate was to consult with victims of sexual assault or domestic violence in order to:

1. Evaluate existing measures.
2. Propose concrete solutions to improve support for victims.

2. Desire for Judicial Reform

- O The report is part of a political desire to restore confidence in the justice system.
- O The proposed measures were intended to contribute to better adapting the justice system to victims and ensuring a better understanding of the various options available to them, both within and outside the justice system.
- O It proposes 190 recommendations, including the creation of a specialized court for sexual and domestic violence in Quebec and the creation of the REBÂTIR line.

To date, 169 recommendations have been fully or partially implemented according to the Quebec government.



Report of the Expert Committee on Support for Victims of Sexual Assault and Domestic Violence, December 2020

Recommandation 25: : Grant all victims of sexual assault or domestic violence the right to four hours of free legal advice in all areas of law, regardless of their income.

An Act respecting legal aid and the provision of certain other legal services (November 2021)

Article 83.0.1: The Commission must ensure that a consultation service is available to any victim of sexual violence or domestic violence, whether or not they are financially eligible for legal aid, to allow them to access, free of charge, a maximum of four hours of legal assistance on any legal issue related to the violence they are experiencing. The Commission may, where circumstances warrant, grant a victim additional hours.

La bonne nouvelle de #metoo | La Presse



RIMA ELKOURI
La Presse



On reproche souvent aux journalistes de ne rapporter que de mauvaises nouvelles. En voici une bonne qui mérite d'être soulignée : cinq ans après l'électrochoc du mouvement #metoo, ses retombées au Québec sont exceptionnelles.

Publié le 8 oct. 2022



Même si beaucoup reste à faire, le courage des victimes jumelé à des enquêtes journalistiques rigoureuses et une mobilisation transpartisan exemplaire à l'Assemblée nationale ont réellement permis de faire des pas de géant.

L'ex-députée péquiste Véronique Hivon, qui a fini le ménage de son bureau cette semaine pour entamer un nouveau chapitre de sa vie après 14 ans de politique, peut dire mission accomplie.

« Je suis quand même fière que la classe politique se soit mobilisée », dit-elle, tout en se gardant bien de s'attribuer le mérite pour les progrès réalisés — dont la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale pour laquelle elle a milité.

Si le mouvement #moiaussi a fait bouger les choses, c'est d'abord et avant tout grâce au grand courage des victimes qui ont pris la parole, insiste-t-elle. Leurs voix ont dévoilé l'ampleur du problème des violences sexuelles dans notre société qu'on croit pourtant si avancée.

En tant qu'élue, Véronique Hivon sentait la responsabilité de se montrer à la hauteur de ce courage. C'est pourquoi, dans la foulée de #moiaussi, elle a interpellé la ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine de l'époque, Sonia LeBel, qui a accepté sa main tendue.

Cela a donné lieu à une première, qui, on l'espère, ne sera pas une dernière : quatre élues de quatre partis différents, dont une ministre au pouvoir, travaillant main dans la main pour des objectifs communs afin de rétablir la confiance dans le système de justice après #moiaussi et mieux accompagner les victimes.

« C'était exceptionnel. C'était la première fois que le pouvoir exécutif faisait partie d'un comité transpartisan. »

À ceux qui demandent : « Les femmes en politique, ça change quoi ? », on a là un début de réponse encourageant, croit Véronique Hivon.

« Avoir une parité à l'Assemblée nationale, ça peut changer les choses. »

— Véronique Hivon, ex-députée péquiste de Joliette

Le comité transpartisan — formé dans sa mouture préélectorale de la ministre sortante responsable de la Condition féminine Isabelle Charest ainsi que des députées Christine Labrie (QS), Isabelle Melançon (PLQ) et Véronique Hivon — s'est révélé d'une efficacité redoutable. Il a mandaté un groupe d'experts pour établir un plan de match. Un rapport volumineux de 190 recommandations a été déposé en décembre 2020.

La bonne nouvelle de #metoo | La Presse

On parle souvent des beaux rapports d'experts qui meurent sur des tablettes. Ce n'est heureusement pas le sort que l'on a réservé à l'excellent rapport *Rebâtir la confiance*. Moins de deux ans plus tard, la majorité de ses recommandations, intégrées à la stratégie 2022-2027 de Québec en matière de violence sexuelle et conjugale, ont été embrassées par le gouvernement caquiste.

« Ça dépasse nos attentes », me dit sans hésiter Julie Desrosiers, professeure de droit à l'Université Laval, qui a coprésidé le comité d'experts avec l'ancienne juge en chef de la Cour du Québec Élisabeth Corte.

« On a répondu aux recommandations de façon spectaculaire. Un coup de barre a vraiment été donné. »

— Julie Desrosiers, professeure de droit à l'Université Laval

L'ex-juge Corte renchérit. « De façon générale, malgré le fait que ce n'est pas toujours comme on l'aurait voulu, la réponse gouvernementale a été extraordinaire. »

Il faut dire que l'on partait de loin, souligne Véronique Hivon. « Je pense qu'on était tellement en retard qu'il fallait vraiment mettre les bouchées doubles ! »

Même si les avancées restent fragiles, l'ex-députée est, tout comme les coprésidentes du comité d'experts, ravie du chemin parcouru.

Il y a eu la création d'un tribunal spécialisé, bien sûr, qui a été l'initiative la plus médiatisée. Mais il y en a eu aussi une foule d'autres dont on a moins parlé et qui peuvent vraiment faire toute la différence dans la vie d'une victime.

Le coup de cœur de Julie Desrosiers ? La ligne téléphonique Rebâtir implantée à l'Aide juridique, qui offre quatre heures de consultation juridique sans frais aux personnes victimes de violence sexuelle ou conjugale, dans tous les domaines du droit. « C'est une équipe formidable qui vient vraiment répondre à un besoin. »

Parmi les autres initiatives dignes de mention, il y a aussi eu la création d'un premier centre de services intégrés à Québec. Un tel centre permet à toute personne victime de violence sexuelle ou conjugale ainsi qu'à ses enfants de recevoir gratuitement tous les services nécessaires (police, avocat, intervenant psychosocial, infirmière, etc.) sous un même toit, sans avoir à répéter son histoire à de multiples reprises.

Une autre initiative qui peut sauver des vies est l'aide financière d'urgence pour les victimes, souvent isolées et appauvries. Cela permet par exemple à une intervenante qui est au fait qu'une femme vit de la violence conjugale d'obtenir pour elle dans les 24 heures le soutien financier nécessaire pour quitter rapidement un foyer dangereux.

Il faut aussi saluer le fait que le Barreau du Québec travaille à un guide des meilleures pratiques en matière d'interrogatoire et de contre-interrogatoire pour les victimes, souligne Élisabeth Corte. « C'est quelque chose que les avocats de la défense ont fait. C'est important de mentionner que tout le monde fait ses efforts. »

Si les choses s'améliorent, elles changent tout de même assez lentement. On ne change pas un système, et encore moins une culture, en cinq ans... Si bien que des personnes écorchées dans le mouvement #moiaussi ont l'impression que leur prise de parole n'a pas servi à grand-chose.

À celles-là, Julie Desrosiers tient à dire ceci : « Je sais que plusieurs personnes victimes sont sorties pour dénoncer les travers du système de justice pour les autres. J'aimerais qu'elles sachent que cela a marché et que les choses vont en s'améliorant. »

La bonne nouvelle de #metoo | La Presse

« Ça ne paraît peut-être pas maintenant, mais c'est majeur, ce que ce mouvement a déplacé en termes d'énergie et de changements sociaux. »

— Julie Desrosiers, professeure de droit à l'Université Laval

Tout n'est pas réglé pour autant, bien entendu.

Une des recommandations phares du rapport *Rebâtir la confiance* était la création d'un secrétariat ayant le pouvoir décisionnel et l'autorité nécessaire pour coordonner l'implantation des plans d'action et rendre des comptes au plus haut niveau de l'organisation gouvernementale. Le comité d'experts suggérait que cette instance relève du ministère du Conseil exécutif.

Cette recommandation n'a été suivie que partiellement. Le gouvernement a donné des leviers et des ressources additionnelles au Secrétariat à la condition féminine (SCF) dans la foulée du rapport *Rebâtir la confiance*. Cela a permis la création d'une nouvelle Direction de la lutte à la violence sexuelle et à la violence conjugale au sein du SCF qui a la responsabilité de veiller à la réalisation et à la cohérence des engagements gouvernementaux, un peu comme un chef d'orchestre.

Est-ce suffisant ? Même si elle ne doute pas que le SCF fasse un bon travail, Véronique Hivon croit qu'on pourrait aller plus loin.

« Avoir une ministre que l'on nomme précisément responsable de ces enjeux ou créer une instance qui relève de l'exécutif enverrait le signal que le travail se poursuit et qu'il est prioritaire. Ce serait un symbole fort. »

Une façon, après le traumatisme de #moiaussi et la prise de conscience que cela a entraînée, de dire haut et fort : nous aussi, comme société, nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire et qu'il ne faut rien lâcher.

Confidential service provided by legal aid lawyers

rebatir.ca

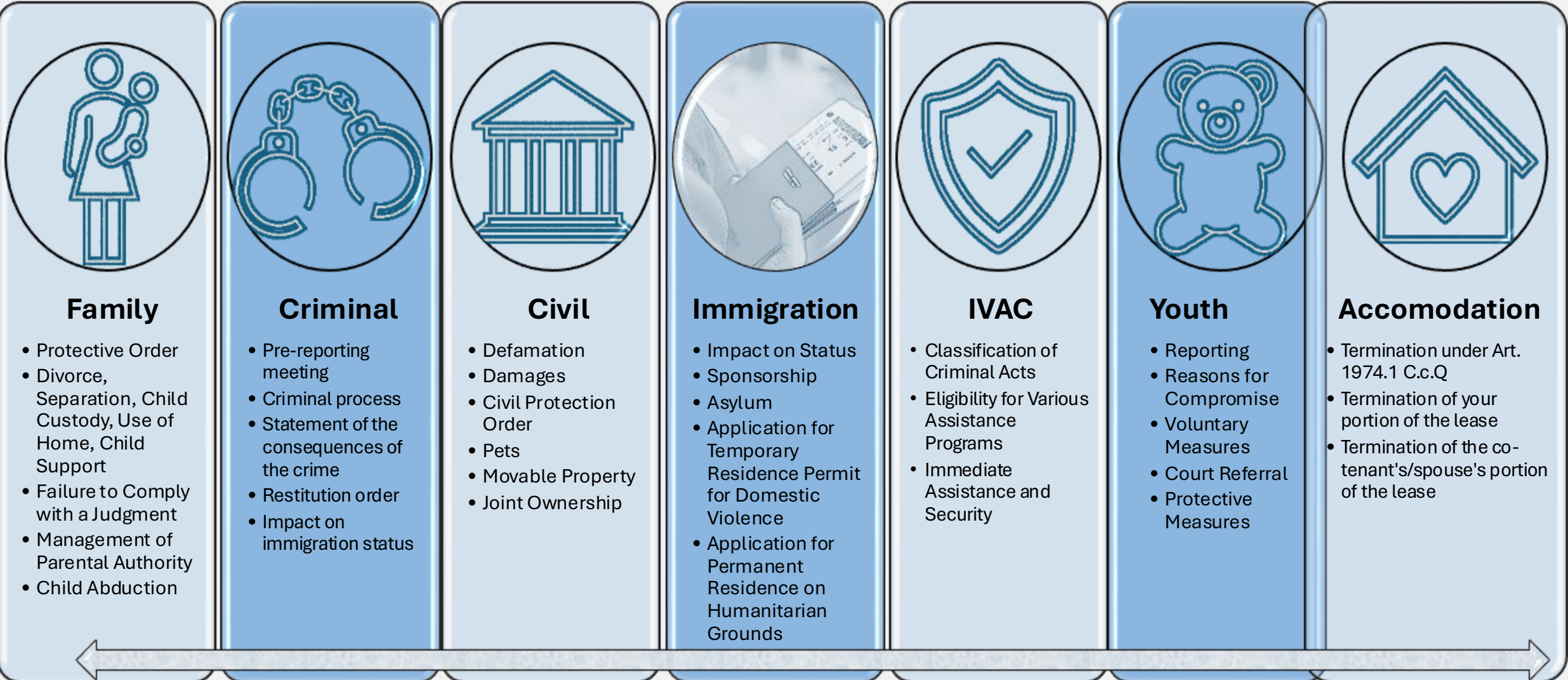
*REBÂTIR is a **legal consultation** service dedicated exclusively to victims of sexual violence and domestic violence, including Indigenous victims.*

- ❖ *4 hours of free legal advice offered by 14 lawyers.*
- ❖ *All Quebecers.*
- ❖ *Real-time or by appointment.*
- ❖ *100% virtual service.*
- ❖ *project@rebatir.ca*
- ❖ *Initial application forms*
- ❖ *Counselors*



Telephone service available Monday to Friday, from 8:30 a.m. to 4:30 p.m., by calling 1 833 REBATIR or by email at projet@rebatir.ca

Legal consultations in all areas



The legal consultations offered by REBÂTIR lawyers have the following objectives

- Allow victims to demystify the justice system and its workings, making the possibility of reporting a crime or taking legal action against an abuser less intimidating;
- Enable victims of domestic and sexual violence to understand the avenues available to them and make an informed decision in this regard;
- Support victims throughout their legal process by being available and attentive to their concerns and needs;
- Give victims back the power to make their own decisions and promote their empowerment;
- Refer victims to specialized organizations and thus help build a support network around them;
- Contribute to the protection of victims and the deployment of the safety net.

A different mandate, a human approach



Specialized expertise

- Over 200 hours of training in soft skills, communication skills, and know-how
- Over 50 hours of training and 250 presentations offered to industry stakeholders



Security

- Summary analysis of homicide risk
- Available resources and tools
- Safety net (e.g., alarm system, cameras, moving, care, etc.)
- Interpreters (free)



360 degree approach

- Needs and priorities of the victim
- Multidisciplinary team (family, criminal, civil, IVAC, immigration, youth, housing, etc.)
- Co-consultations



Partnerships

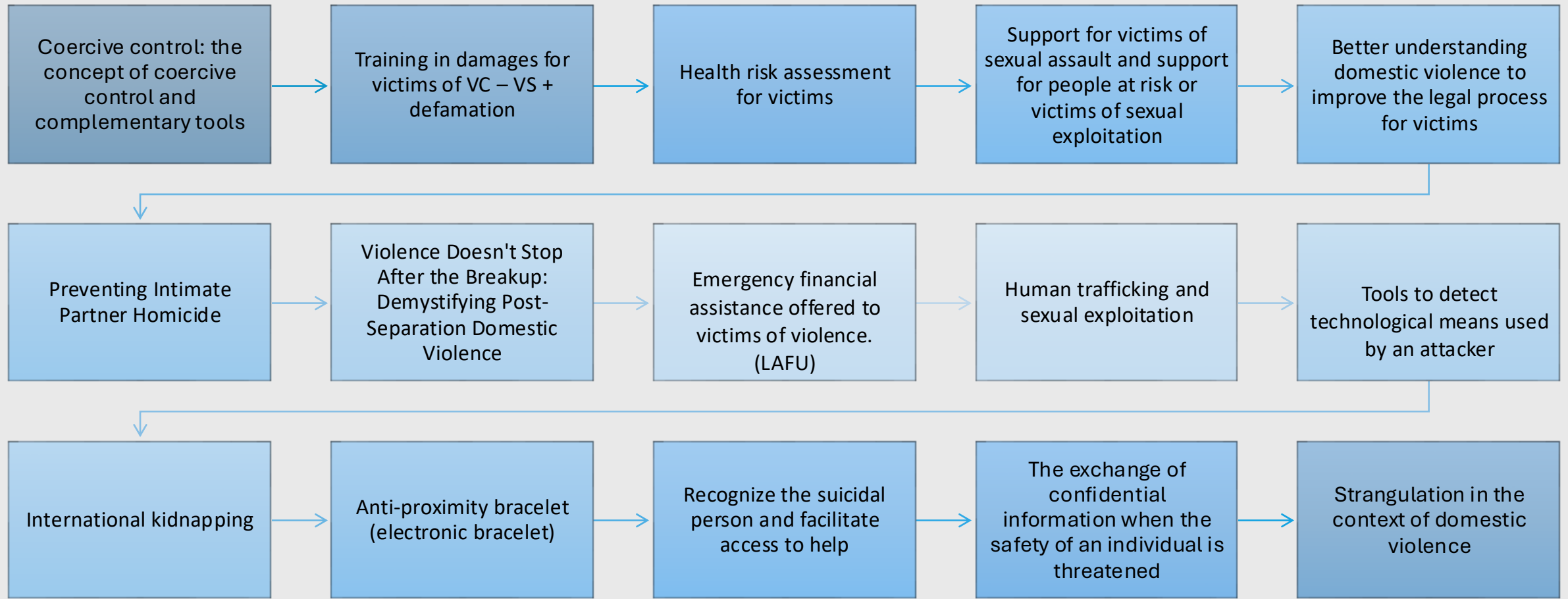
- More than 170 partners, including the MJQ, the MSP, the SQ, the SPVM, SOS VC, and social workers (CAVAC, shelters, CISSS).
- Mutual referrals and comprehensive support for victims



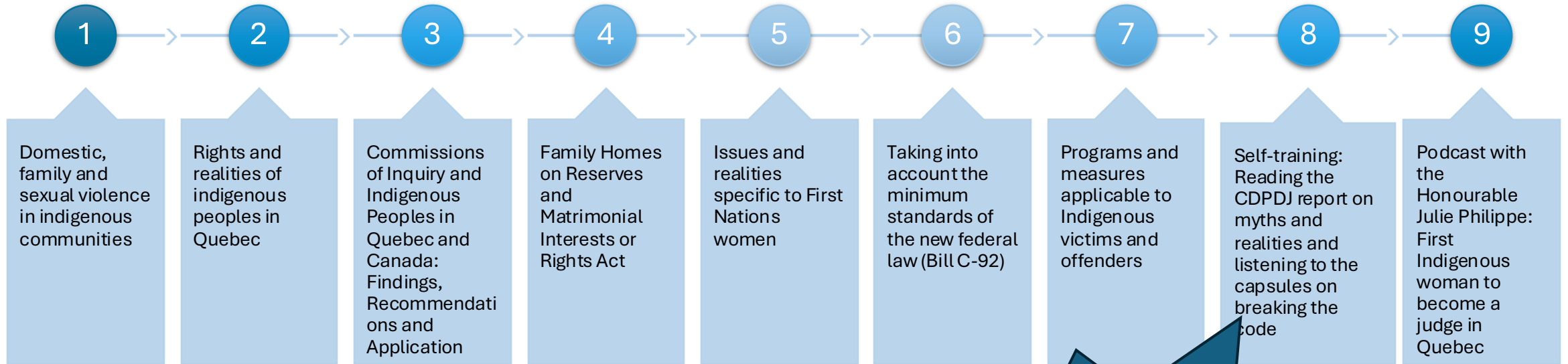
CCJs Transfer

- Emergency legal services coverage, regardless of income;
- Full representation in court for victims eligible for legal aid

More than 200 hours of specialized training in soft skills and know-how



Including trainings on indigenous realities



Interpreters bank,
Partnerships,
Information
Management

Several training courses offered to community partners

Cross-examinations on cyberviolence, remedies and tools available in civil, family and IVAC law to put an end to it and to help build a safety net around the victim

- Regional training day for Estrie on the integration of cyberviolence services

Human trafficking or sexual exploitation

- Intersection Network (More than 100 police officers from various police forces)

Safeguard orders in family law

- 3 to 4 times a year to the judicial social liaison workers of the specialized courts

The Legacy of R v. Lavallée & Rebuild

- Judges of the Municipal Court of Montreal

Ensuring the safety of a victim of domestic violence

- Judges of the Superior Court, Montreal Division
- Knowledge Committee of the Director of Criminal and Penal Prosecutions

+ 250
presentations
offered to the
community!



More than 190 partnerships developed



Sûreté du Québec

- ✓ Participation in the National Concerted Operation for the Prevention of Intimate Partner Violence (ONCP VPI)

La Traversée (Centre de services intégrés en violence sexuelle)

- ✓ Participation in the documentary "A Collective Response to Sexual Violence" produced by Savoir Média.
- ✓ Pre-reporting meeting pilot project.

Justice Canada

- ✓ Participation in a roundtable whose objective is to hear Rebuild's recommendations regarding a potential new bill on gender-based violence (September 4, 2025).

Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes du Canada

- ✓ Participation in the study on gender-based violence and femicide against women, girls and people of diverse gender identities.

Espace Femme Premières Nations Centre de pédiatrie sociale Saralikitaaq

- ✓ Mutual referrals.
- ✓ Adapted initial application form

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

- ✓ A guide for immigration lawyers: Defending a woman from an immigrant background who is a victim of coercive control.
- ✓ Member and participant in the committee to improve judicial practice to increase the safety of women who are victims of domestic violence.

Barreau du Québec

- ✓ Legal clinic dedicated exclusively to the families and friends of victims.
- ✓ Development of training courses on violence against women and girls

Secrétariat à la condition féminine

- ✓ Member and participant in the working committee on domestic violence.

Ministère de la sécurité publique

- ✓ Participation in the committee responsible for developing a new declaration form for a person who is a victim of domestic violence.

CISSSMO16

- ✓ Pilot project for pre-reporting meetings for victims of sexual violence at designated centers: Anna-Laberge Hospital and Suroît Regional Hospital Center

CISSSMO16

- ✓ Projet pilote de rencontre prédénunciation pour les victimes de violence sexuelle des centres désignés: Hôpital Anna-Laberge et Centre hospitalier régional du Suroît

Pre-denunciation meeting: 2 pilot projects + a reference framework

Legal consultations offered for victims of the La Traversée Integrated Sexual Violence Services Center



Pre-reporting meetings for victims of sexual violence at designated centers: Anna Laberge Hospital and Suroît Regional Hospital Center



Specialized Court for Sexual Violence and Domestic Violence – Framework: Measures Surrounding Reporting



Lawyers who break down silos

National consultation table
on police intervention in
domestic violence, Ministry
of Public Security

Beauharnois District VC
Service Integration
Committees, CISSO
Montréal-Ouest, Ministry
of Justice

Subcommittee on the
Declaration of the Victim of
Domestic Violence, Ministry
of Public Security

Advisory Committee to
improve judicial practice to
increase the safety of
women victims of domestic
violence, Regroupement des
maisons d'hébergement

Working Committee on
Domestic Violence,
Secretariat for the Status of
Women

5 lawyers sit on
the boards of
directors of
shelters

Rebâtir It is also



Information note addressed to the Ministry of Public Security regarding the need to amend the release conditions form

Discussions with the police best practices exchange group and the Quebec Ministry of Justice

Proposal of an amending text to the MSP and adoption by the police services



Information note sent to the Quebec Ministry of Justice, the Sûreté du Québec, and the Ministry of Public Security regarding the right of victims to remain in their premises

Adoption of this approach by the Sûreté du Québec and communication to the SPVM and other municipal police forces



Participation in the Department of Justice Canada panel on the potential creation of a criminal offence of coercive control in the context of intimate relationships. www.controlecoercitif.ca



Accredited and recognized training in ethics and professional conduct and specialized tribunal by the Barreau du Québec

Ensuring the safety of a victim of domestic violence: a multidisciplinary approach for greater consistency in the use of available remedies and tools



Coordination by REBÂTIR of the furniture and personal effects recovery committee for a victim who has left their marital home

Raising awareness among the population and presence in the public sphere



Source: Émission Enquête - ici Radio-Canada. ca– Publié le 3 octobre 2024



La notion de «contrôle coercitif» fait son chemin dans les dossiers de violence conjugale

Source: Le Devoir – Publié et mis à jour le 11 mai 2024



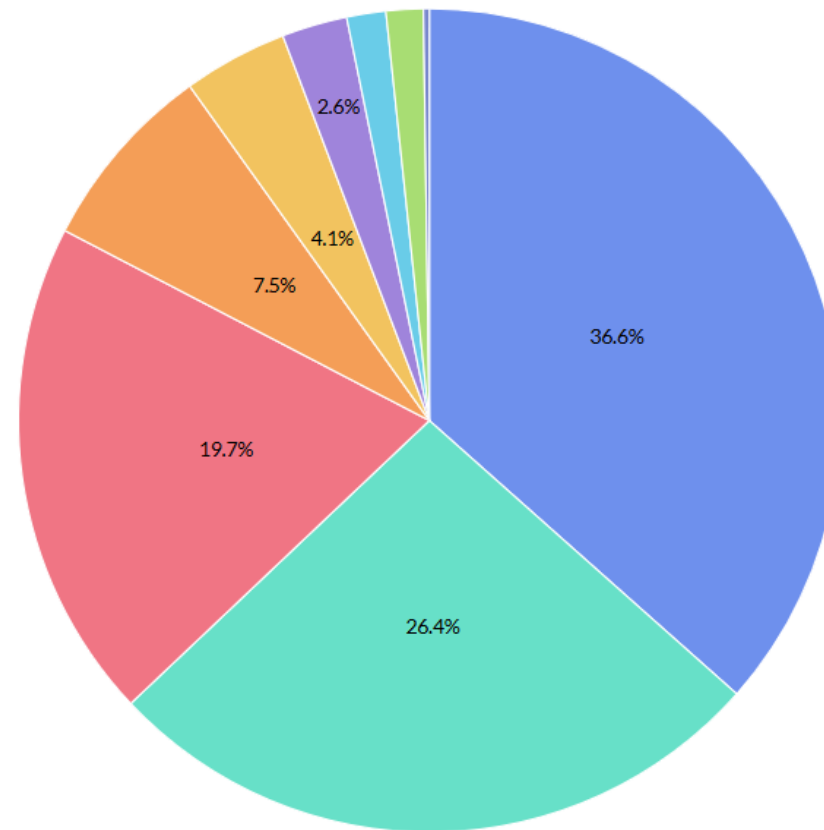
Source: Le Téléjournal Québec : diffusé le 5 août 2025



Source: Radio-Canada. Participation de Me Catherine Ahélo.
Parution 26 septembre 2025

Age category of victims of Rebâtir (Rebuilding)

✓ 35 à 44 ans	7395
✓ 25 à 34 ans	5335
✓ 45 à 54 ans	3988
✓ 55 à 64 ans	1511
✓ 18 à 24 ans	833
✓ 65 à 74 ans	517
✓ 0 à 12 ans	306
✓ 75 ans et plus	293
✓ 13 à 17 ans	46



In 4 years of activity, it is more than **89,102 legal consultations**

34,438
Family

9,230
Civil

7,869
IVAC

2,537
Housing

73
**Mental
health**

22,914
Criminal

6,086
Immigration

5,062
Youth

336
Real Estate

246
Work



It's more than

21 363

21,363 victims

6 209

6,209 files
transferred
to the B.A.J

3 201

3,201 cases
urgently transferred
to the B.A.J.

83,3 %

83.3% of requests are
from victims of IPV

16,6 %

16.6% of
requests are
from victims of
sexual violence

93%

93% of
requests are
from women
and 7% from
men

A – Être attentif au contrôle coercitif peut sauver des vies

Plusieurs recherches, dont celle conduite en 2020 en Colombie-Britannique¹, viennent confirmer que la présence de contrôle coercitif constitue un facteur de risque important menant à des violences futures graves ou mortelles, en particulier si la victime cherche à partir ou s'est récemment séparée de son partenaire. Malheureusement, les signes avant-coureurs (ou « signaux d'alarme ») dans la relation ne sont pas souvent perçus comme des facteurs de risques. Les homicides conjugaux, contrairement aux croyances persistantes, ne sont pas toujours précédés d'incidents de violence physique.

Le contrôle coercitif était présent dans

92 % des 358

homicides étudiés au Royaume-Uni³.

L'homicide ou la tentative d'homicide conjugal constituait

le premier événement

de violence physique pour près du tiers des victimes⁵.



Family violence ([art. 2 \(1\) Divorce Law](#))

Means any conduct, **whether or not constituting a criminal offence**, by a family member towards another family member that is **violent or threatening**, that denotes, by its cumulative nature, **coercive and controlling behaviour** or that causes that other family member to **fear for their safety** or that of another person - **and the fact that a child is exposed directly or indirectly to such conduct** - including:

- a) Physical abuse, including **forced confinement**, but excluding the use of reasonable force to protect oneself or someone else;
- b) **Sexual abuse**;
- c) **Threats to kill or cause bodily harm to someone**;
- d) **Harassment**, including stalking;
- e) Failure to provide the necessities of life;
- f) Emotional abuse;
- g) Financial exploitation;
- h) **Threats to kill or injure an animal** or damage property;
- i) **Killing an animal, causing injury to an animal**, or damaging property.

Child interest ([art. 16 Divorce Law](#))

[...]

Factors Relating to Family Violence

(4) In considering the effects of family violence under paragraph (3)(j), the court shall consider the following factors:

- (a) the nature, severity, timing and frequency of the family violence;
- (b) whether a person has a cumulative tendency to behave in a **coercive and controlling** manner toward a family member;
- (c) whether the family violence is directed at the child or whether the child is exposed directly or indirectly to family violence;
- (d) the physical, emotional or psychological harm to the child or the risk of such harm;
- (e) whether the safety of the child or another family member is at risk;
- (f) whether the domestic violence causes the child or another family member to fear for their safety or that of another person;
- (g) whether the perpetrator of domestic violence has taken steps to prevent future episodes of domestic violence and to improve their ability to care for and meet the needs of the child;
- (h) any other relevant factors.

Trousse d'outils AIDE :

Comment repérer les cas de violence
familiale et intervenir pour les
conseillères et conseillers juridiques en
droit de la famille



Ministère de la Justice
Canada

La violence de nature coercitive et dominante est plus susceptible que d'autres formes de VPI de persister et de s'intensifier après la séparation. Le risque augmente souvent après la séparation parce que l'agresseur(se) ressent une perte de contrôle.

Après une séparation ou un divorce, un agresseur(se) peut utiliser différents moyens pour tenter d'affirmer son contrôle sur son ex-partenaire, soit directement, soit par l'intermédiaire des enfants. Par exemple, un(e) ex-partenaire violent(e) peut tenter d'affirmer son contrôle en faisant ce qui suit :

- ▶ refuser de se conformer aux ordonnances du tribunal;
- ▶ menacer son ex-partenaire de lui faire perdre son droit de visite des enfants;
- ▶ prendre des décisions unilatérales concernant les enfants;
- ▶ venir chercher ou déposer les enfants en retard;
- ▶ refuser de payer la pension alimentaire à temps, ou ne pas la payer du tout;
- ▶ communiquer des renseignements inappropriés aux enfants;
- ▶ multiplier le nombre de courriels, d'appels téléphoniques ou de messages textes adressés à l'ex-partenaire;
- ▶ traquer ou harceler quelqu'un, ou menacer de lui faire du mal;
- ▶ faire de faux signalements à la police ou à une agence de protection de l'enfance;
- ▶ s'engager dans des démarches abusives dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Il a été constaté que les auteur(e)s de violence de nature coercitive et dominante sont moins aptes à faire la distinction entre leur rôle de conjoint(e) et leur rôle de parent, et qu'ils(elles) sont plus susceptibles de maltraiter leurs enfants après une séparation ou un divorce³¹.



[Interpretation] - The term "domestic violence" refers to any form of violence (whether physical, sexual, psychological, verbal, or economic) against an intimate partner within the meaning of section 2 of the Criminal Code (e.g., a person's current or former spouse, common-law partner, or romantic partner), or against that partner's loved ones, property, or pets. It also covers cases where the intimate partner is the target of a criminal offense by the offender, even if they are not the direct victim (e.g., an offense committed against the offender's former partner's new spouse).

This type of behavior is intended to **dominate or control** the other person. Violence includes, but is not limited to, sexual assault, homicide, assault, threats, intimidation and criminal harassment, mischief, damage to property, cruelty to domestic animals, interception of communications (e.g., phone calls, text messages, and theft of mail).

The concept of "coercive control" refers to a form of domestic violence, **sometimes invisible or less easily perceptible** in that it is not based solely on physical incidents, acts of aggression or surveillance. The behaviors adopted by the offender may **include multiple strategies which, through their repetitive and cumulative effect, aim to deprive the victim of her freedom and assert his power over her..**

On average, 75% of domestic homicides in Canada occurred when **separation was imminent** (RMFVVC, 2022)

49% of homicides occur **within two months** of separation, often when the woman returns home to collect her personal belongings.
32% occur within two to twelve months, and 19% occur more than a year later (Jollimore, 2022).

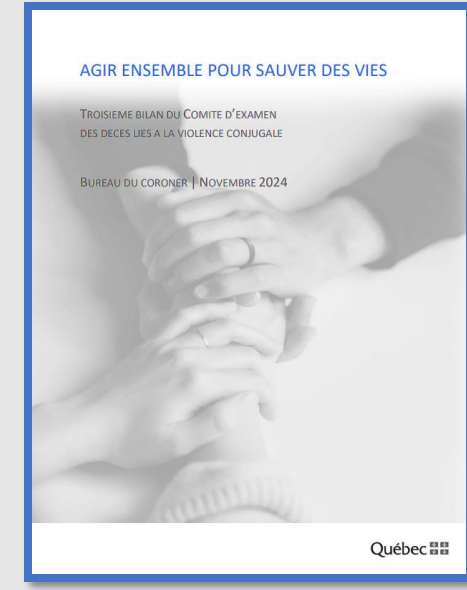
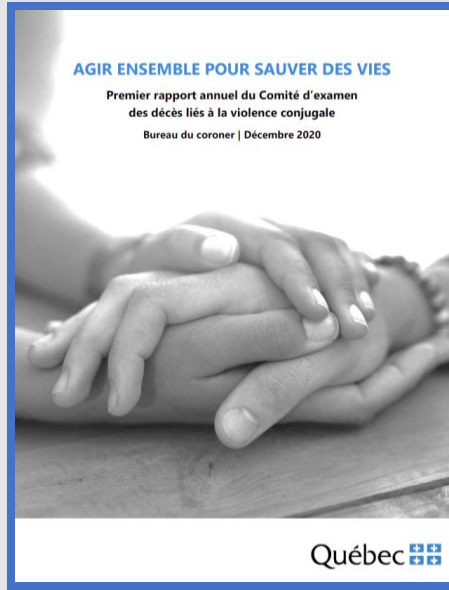
The most dangerous moment is when the breakup is perceived by the spouse as **irreversible** (Drouin, C., Lindsay, J. Dubé, M., Trépanier, M. and Blanchette, D. (2012)

45% were **killed in the home** they shared with the accused
20% in their own home
8% in the accused's home
(ICPHFPV)

According to criminologist Jane Monckton Smith, femicides are among the "most predictable murders" and always follow the same TRAJECTORY

60% of filicides and familicides occur in **the context of separation or disputes over child custody** (RMFVVC, 2022)

Cliquez ici pour en savoir plus



Recommendations addressed to the legal community, whether it be the Barreau du Québec, the MJQ, the DPCP, or the Conseil de la magistrature:

- ✓ The importance of verifying the history of violence contained in the court records;
- ✓ Improving the training of lawyers and judges, emphasizing the role they can play in detecting and preventing violence.
- ✓ Developing a common understanding of the issue of violence, particularly when it does not involve recent physical assault or occurs in a post-separation context.
- ✓ Better understanding coercive control to enable a more comprehensive assessment of violent situations.
- ✓ Consulting SOS Violence conjugale during the increase in civil proceedings in cases of suspected domestic violence to ensure the protection of potential victims.
- ✓ Directing both victims and perpetrators to organizations specializing in domestic violence.

"Apart from the reports of divorce or separation proceedings, there was no evidence to explain the circumstances of the death."

"The spouse had consulted a lawyer shortly before committing the irreparable act. Consulting a lawyer in the context of an imminent separation is a source of anxiety."

"The expert was able to identify the triggers that led [x] to kill [y], on [z]. [...] complaint of domestic violence [...] "signing of a peace agreement [...]", "[...] divorce proceedings must be served soon"

"I recommend that the Ministry of Justice:

Consider the possibility of making screening for signs of coercive control mandatory for family mediators;

Establish a protocol that will allow family mediators to terminate mediation in the presence of coercive control and refer victims to appropriate resources."

Événements Précipitants

- ☐ Séparation imminente ou récente
- ☐ Maintien de la cohabitation après l'annonce de la séparation
- ☐ Conflits après la séparation (garde)
- ☐ Jugement de garde perçu comme défavorable
- ☐ Présence d'un nouveau conjoint
- ☐ Pertes d'emploi, arrêt de travail
- ☐ Problèmes financiers
- ☐ Signes dépressifs
- ☐

Family violence ([art. 2 \(1\) Divorce law](#))

Means any conduct, **whether or not constituting a criminal offence**, by a family member towards another family member that is violent or threatening, that denotes, by its cumulative nature, **coercive and controlling behaviour** or that causes that other family member to fear for their safety or that of another person - **and the fact that a child is exposed directly or indirectly to such conduct** - including:

- a) Physical abuse, including **forced confinement**, but excluding the use of reasonable force to protect oneself or someone else;
- b) **Sexual abuse**;
- c) **Threats to kill** or **cause bodily harm** to someone;
- d) Harassment, including stalking;
- e) Failure to provide the necessities of life;
- f) Emotional abuse;
- g) Financial exploitation;
- h) **Threats to kill or injure an animal** or damage property;
- i) **Killing an animal, causing injury to an animal**, or damaging property.

Recent case law:

Droit de la famille– 25611, 2025 QCCS 1734

[10] Although the evidence does not demonstrate any acts of physical violence against the child and the mother, it is established that the father reacts violently and that the current situation poses a risk that this violence will take another form.

[11] The Court refers to the conclusions of a recent report by the Coroner's Office's Domestic Violence Death Review Committee. It states that: [...]

[12] The Court notes that several of the factors identified are present here. Some of the gentleman's comments and reactions meet the criteria for violent behavior and, taken into context and added together, justify the fears of an escalation of the violence already present.

Droit de la famille – 25624, 2025 QCCS 1761

[13] The Court cannot objectify the father's reaction mechanisms at this time to weigh the risk of loss of control over his reactions. This is not to be alarmist, nor conversely overly optimistic. However, certain risk factors for escalation of domestic violence have been objectified by the Coroner's Office. Thus, in the perspective of urgent judicial decisions and without real expertise available as to the danger of the situation degenerating, these conclusions constitute at least a guide to the relevant elements to be identified.

Recours à des services d'aide ou à des spécialistes (12 derniers mois)

- 23 % des femmes victimes et 17 % des hommes victimes ont eu recours à des services ou à des spécialistes, au cours de l'année avant l'enquête.

FEMMES

Services utilisés ou spécialistes consultés¹ au cours des 12 derniers mois afin d'obtenir de l'aide en raison de la violence subie de la part d'un ou une partenaire ou ex-partenaire intime, femmes de 18 ans et plus ayant été dans une relation intime ou amoureuse ou en contact avec un ou une ex-partenaire intime, ayant subi au moins un des 21 actes de violence de la part d'un ou une partenaire ou ex-partenaire intime et ayant eu recours à des services ou à des spécialistes pour obtenir de l'aide au cours des 12 derniers mois, Québec, 2021-2022

	%	Intervalle de confiance à 95 %
Psychologue, travailleur(-euse) social(e) ou éducateur(-trice)	80,2	[72,6 - 86,1]
Professionnel ou professionnelle de la santé	57,8	[49,7 - 65,4]
Services dans un établissement du réseau de la santé et des services sociaux	35,3	[27,4 - 44,1]
Services juridiques	29,7	[23,0 - 37,3]
SOS violence conjugale ou 811 (Info-Santé ou Info-Social)	19,4	[13,7 - 26,8]
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) ou centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles (CALACS)	17,8	[12,7 - 24,3]
Organisme communautaire	16,0*	[10,7 - 23,2]
Centre de crise ou lit de crise	11,9*	[7,4 - 18,7]
Service d'hébergement	5,4*	[2,9 - 9,7]

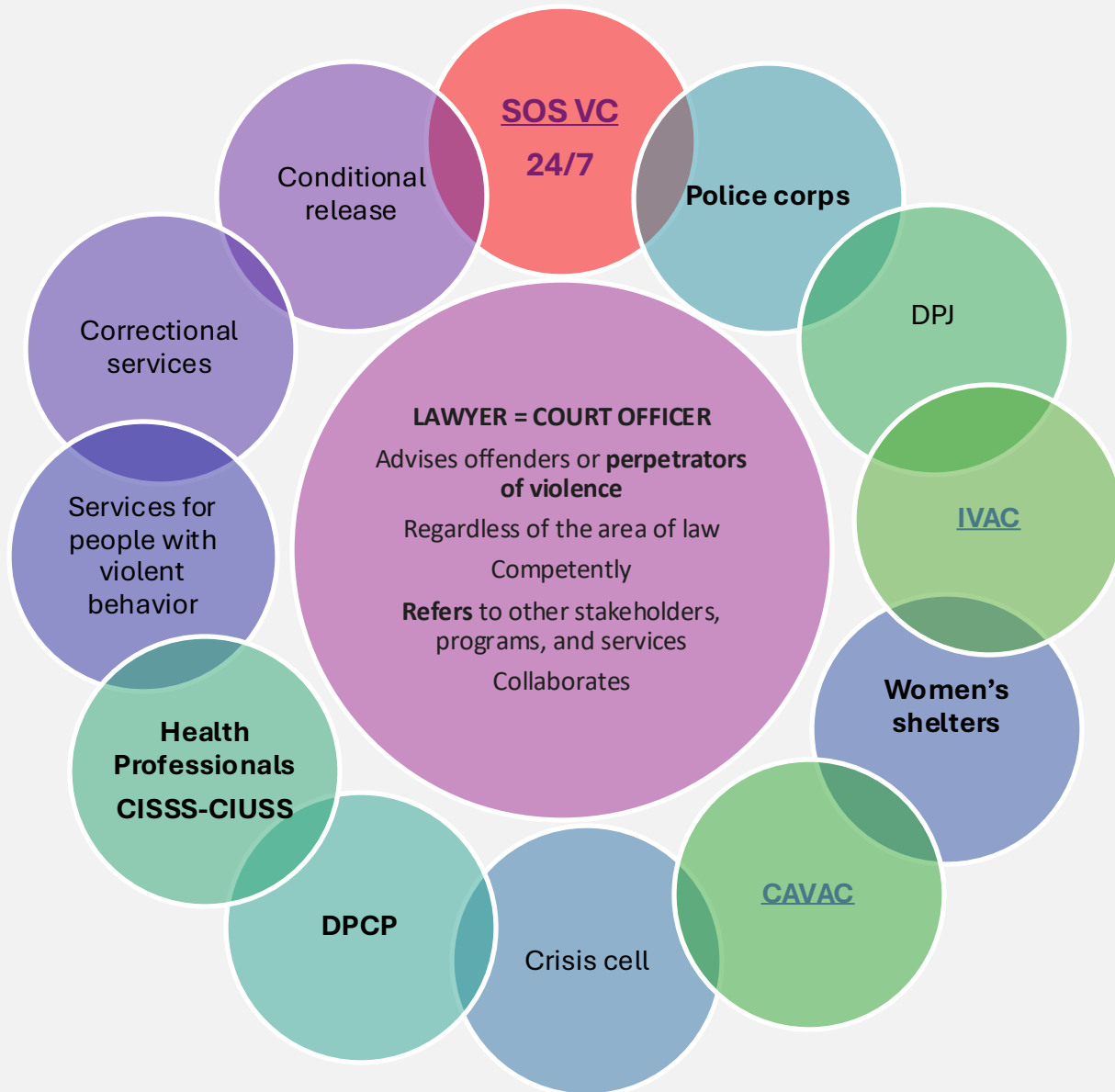
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Plus d'un service ou d'un spécialiste pouvait être indiqué.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la violence commise par des partenaires intimes*, 2021-2022.

Différentes **raisons** évoquées pour la **non-utilisation** de services, p. ex. :

- n'en avoir pas ressenti le besoin
- ne se sentir pas à l'aise de demander de l'aide
- ignorer l'existence de certains services
- etc.



The security of the victims : a shared responsibility

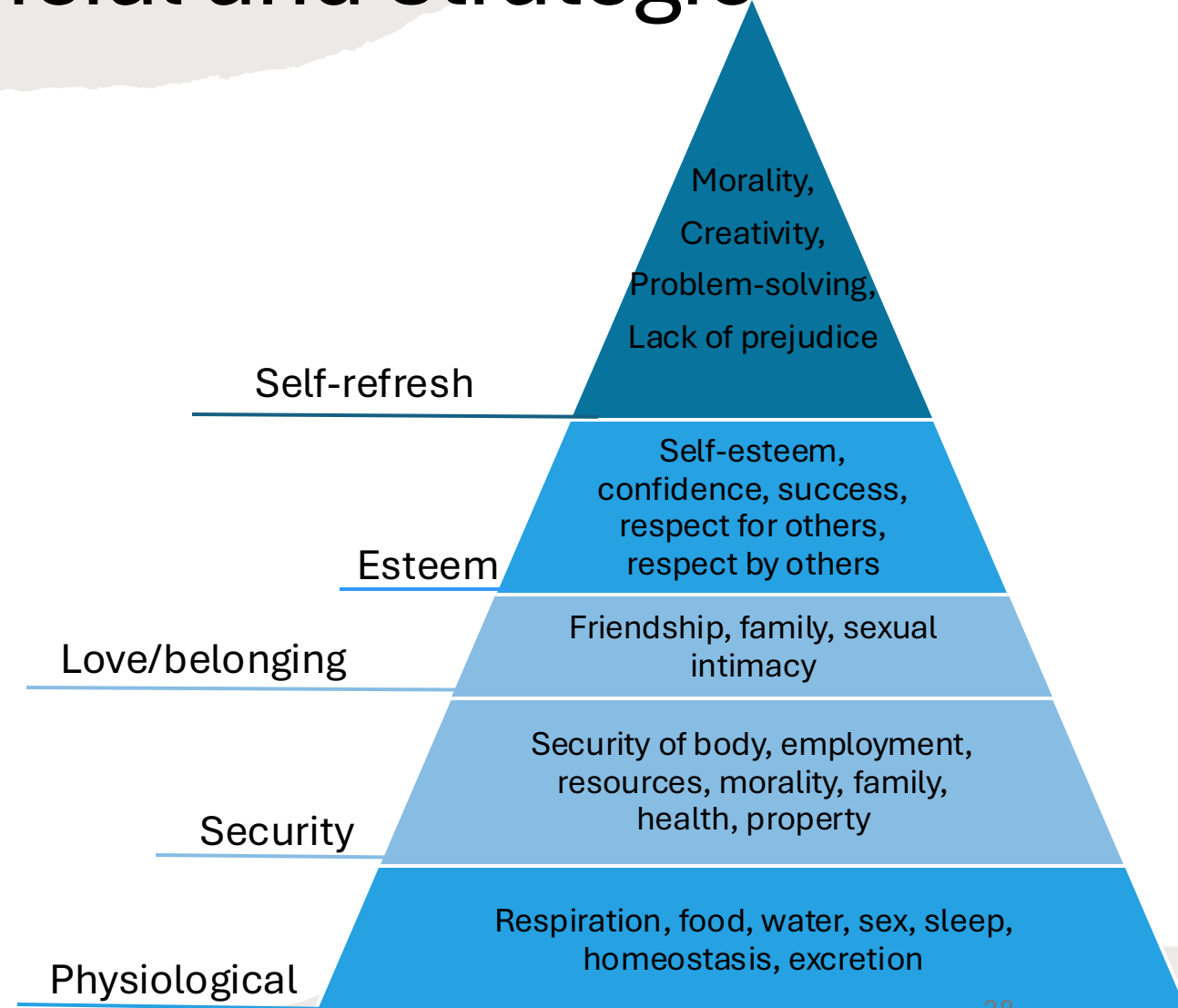
[Are we ready to Change? A lawyer's guide to keeping women and children safe in BC's family law system, May 2021, Suleman, Hrymak et Hawkins](#)

« We need to minimize gaps between the various components of the legal system, specifically the connections between the family law and criminal justice systems, and including the coordination and management of court, municipal police services, the RCMP, and non-legal resources for women and children survivors. **Women and children are falling through the gaps; in many cases their safety may only be a matter of luck.**»

“Once an assessment of family violence has occurred, and the presence of violence is identified, **lawyers should discuss safety planning with their clients** as it relates to their legal file. They should also encourage clients to **engage with resources** that help them prepare a more comprehensive safety plan for themselves and their children. ”

Prioritizing the security of PVs at the start of the file: necessary, beneficial and strategic

- Special attention to safety at a time of heightened risk
- Increased sense of security
- Contributes to improved health and functioning (sleep, energy, concentration, appetite, memory)
- Reduced fear, stress, and anxiety
- Better understanding of legal advice provided
- More willing to initiate legal proceedings
- Court applications tailored to the risk level



Child interest ([art. 16 divorce law](#))

16 (1) The court shall consider only the best interests of a child of the marriage when making a parenting order or a contact order.

Primary consideration

(2) In considering the factors set out in subsection (3), the court shall pay particular attention to the child's physical, psychological, and emotional well-being and safety.

Factors to be considered

(3) In determining the best interests of the child, the court shall consider any factor related to the child's circumstances, including:

[...]

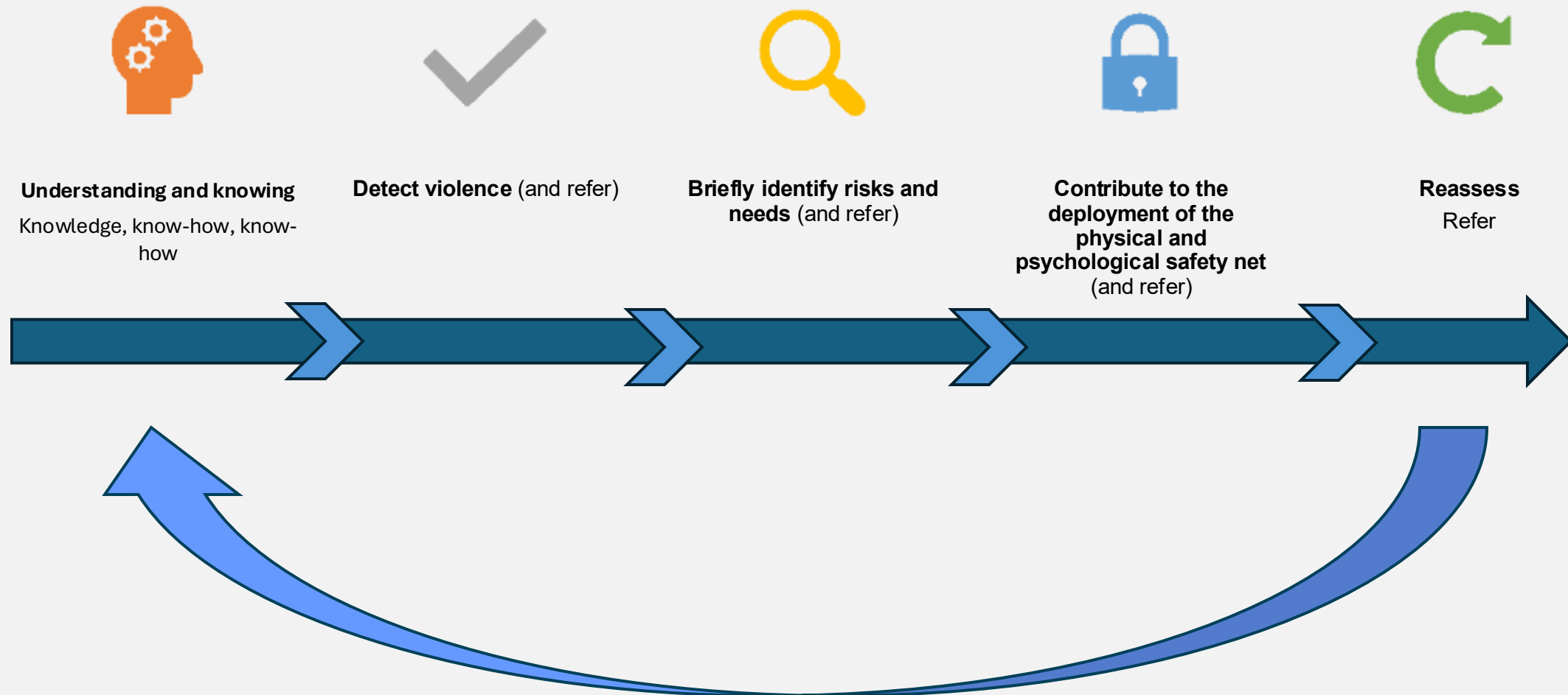
(j) the presence of family violence and its effects on, including:

(i) the ability and willingness of any person using family violence to care for the child and meet the child's needs,

(ii) the appropriateness of an order that requires the cooperation of the persons who would be affected by the order in matters affecting the child;

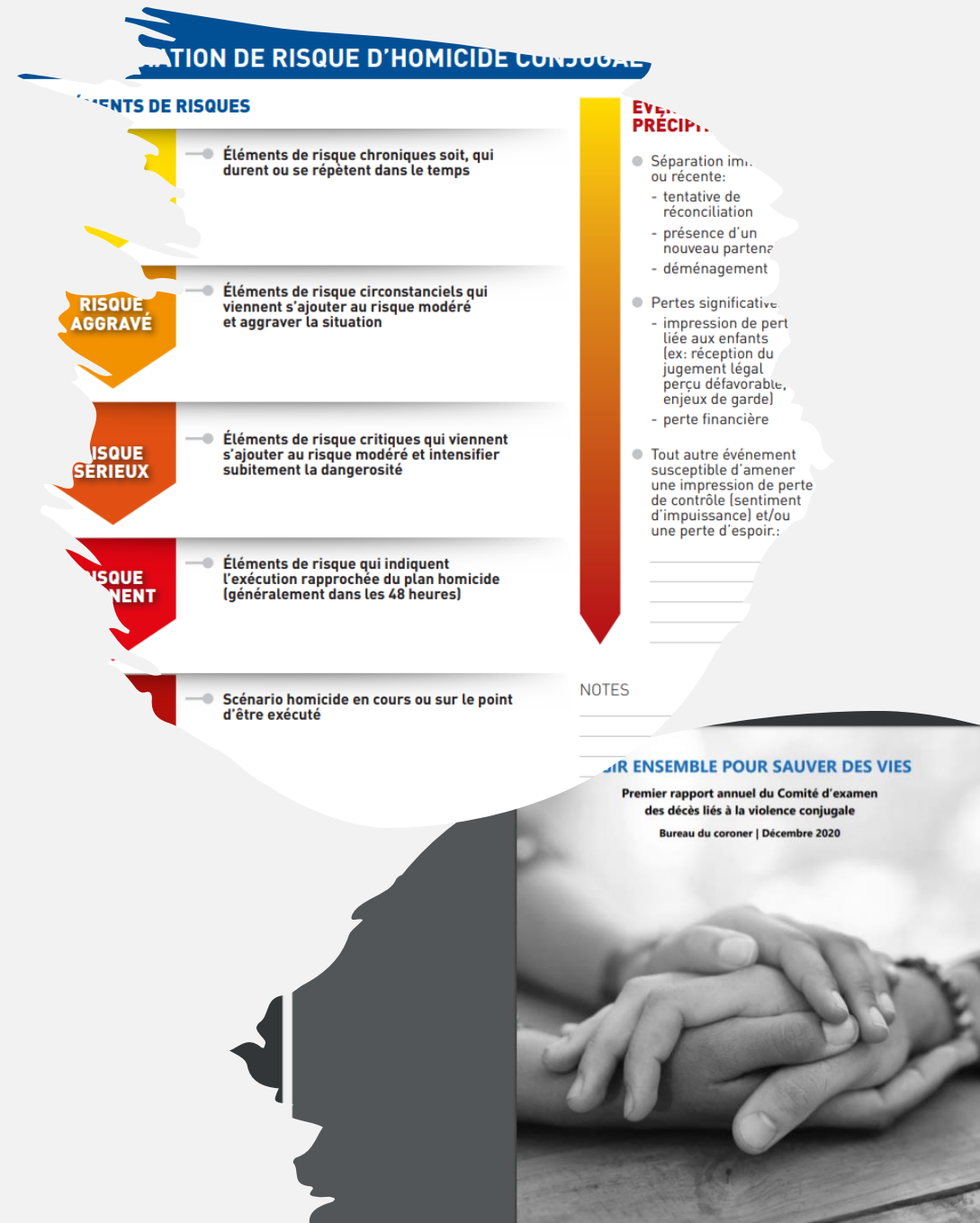
(k) any proceeding, order, condition or measure, whether civil or criminal, affecting his safety or welfare.

Lawyers' role



Protect people who are victims, create « non-events » and avoid the worst

- Utilization of the prism of coercive control for documenter and analyzer of conjugal violence
- Analyze the systematic homicide risk facts
 - Creation of a bra team at risk of homicide
- Reference for complete analysis of the homicide risk
- Support for the victim
- Contribution to the triggering of numerous crisis/rapid intervention cells (more than 30)
- Participation to additional crisis/rapid intervention cells (more than 15)
- Legal contribution to security file
- Extra person victims at high risk protected



Remedies and tools

Criminal law	IVAC	Protocole ISA	Family and civil	Youth	Immigration
Background Check stat codes Report Arrest/Conditions/Detention Does the police officer know their conditions? If not, obtain a copy. Remind the police officer that conditions are not a guarantee of safety but rather a security tool. It is important to report violations of conditions. <u>Assistant Partner Assessment Service at the Pretrial Release Stage</u> Application for Article 810 of the Criminal Code Police intervention to assist police officers in the recovery of personal belongings Anti-approach bracelet Parole – Qc et Fed	<u>Financial assistance for social reintegration</u> Moving Alarm system Lock changes Victim protection Cameras Panic button Additional lighting Other Immediate assistance Emergency assistance (LAFU)	<u>Request for installation of an alarm system and payment of 12 monthly installments</u> Areas covered: Montreal (2003) Laval (2017) Gatineau (2015) Longueuil (2018); Saint-Jean-sur-Richelieu (2021) Must file a complaint with the police in the event of IPV Must no longer stay with the spouse Alarm system (and panic button) identified as a location of interest at the dispatch center Quick installation	Application for exclusive use of the home (art. 410 C.C.Q.) Supervised or restricted access Civil protection order (art. 515.1 C.C.P.) Election of domicile at the lawyer's office Abuse of process (arts. 51 et seq. and 596.1 C.C.P.), quarrelsome conduct Application for termination of lease if, due to domestic violence, [...] the safety of the tenant or the child is threatened (art. 1974.1 C.C.Q.) Application for termination of the co-tenancy agreement (arts. 6, 7, 1604, 1860, 1863, and 1375 C.C.Q.) Notice of termination of cohabitation (art. 1938 para. 1 C.C.Q.)	Grounds for Compromise: Exposure to Domestic Violence (Art. 38 c.1 LPJ) Sexual Abuse (Art. 38 d LPJ) Physical Abuse (Art. 38 e LPJ)	Consider the immigration status of the victim and even the aggressor. Consider consulting an immigration lawyer. Knowing your rights regarding your immigration status can reassure the victim and contribute to their safety. Changes in the victim's personal situation must be promptly communicated to IRCC if they move or decide to end the relationship.

**CODE
CRIMINEL**

**CRIMINAL
CODE**



CRIMINAL LAW

LEGAL FRAMEWORK FOR DOMESTIC VIOLENCE (INSPQ, 2023)

Non-consensual publication of an intimate image (s. 162.1)

Murder (s. 229) or murder reduced to manslaughter (s. 232)

Criminal harassment (s. 264)

Uttering threats (s. 264.1)

Assault: Assault (s. 265-266) ; Assault with a weapon or causing bodily harm (s. 267) ;

Aggravated assault (s. 268) ; Causing bodily harm (s. 269)

Sexual assault: Sexual assault (s. 271) ; Sexual assault with a weapon, threats to a third party, or causing bodily harm (s. 272) ; Aggravated sexual assault (s. 273)

Kidnapping and forcible confinement (s. 279)

Trafficking in persons (s. 279.01) and trafficking in persons under 18 (s. 279.011)

Theft (s. 322)

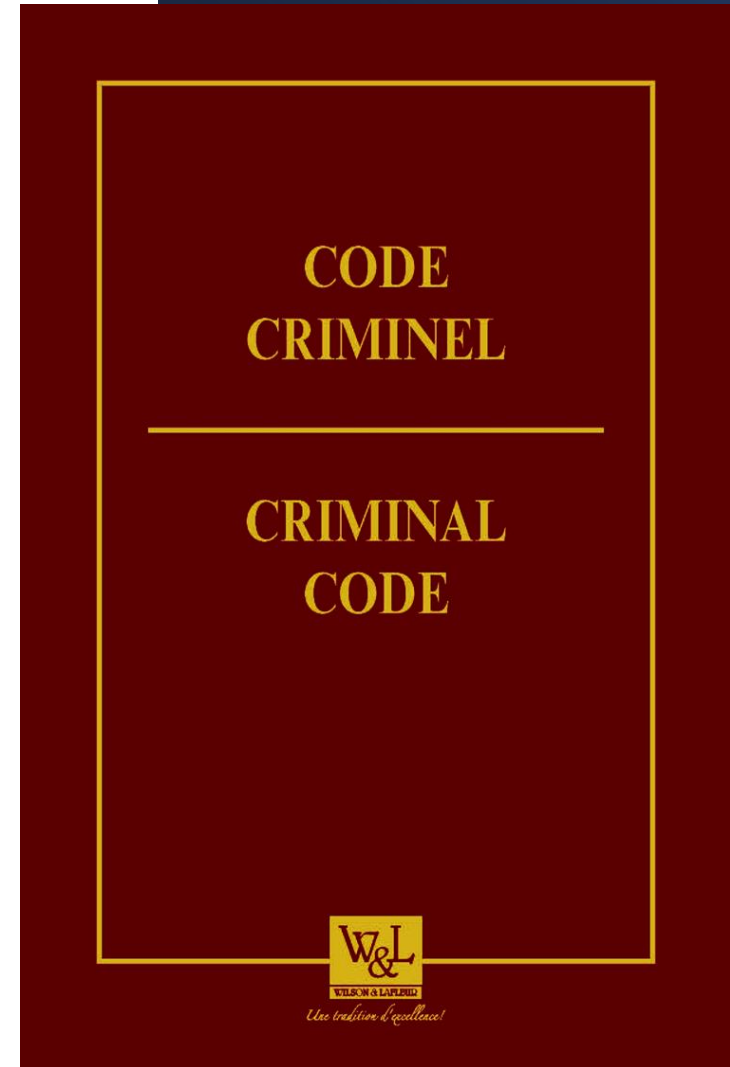
Extortion (s. 346)

Indecent and harassing communications (s. 372)

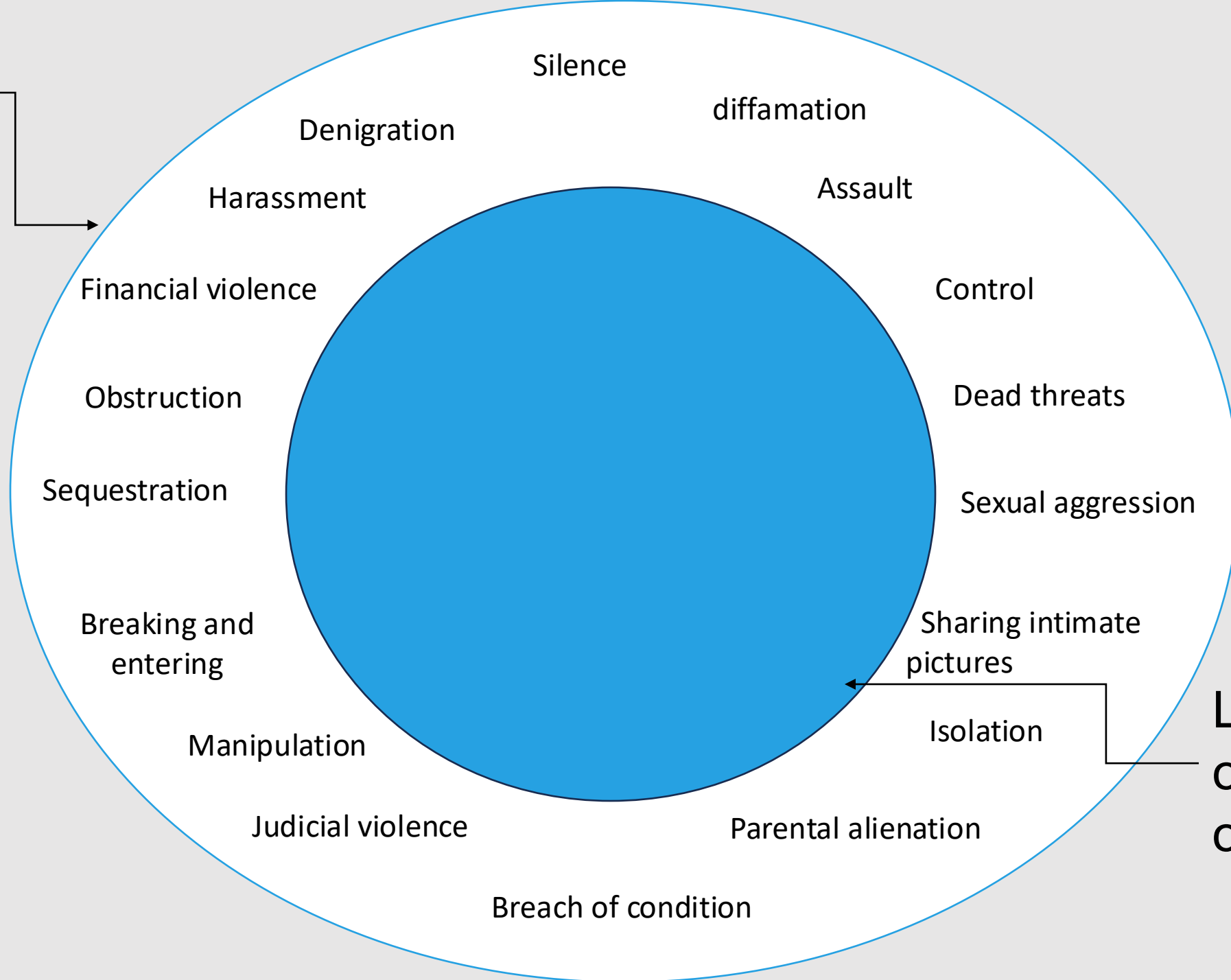
Intimidation (s. 423)

Mischief (s. 430)

Disobeying a court order (s. 127), a probation order (s. 733.1), or a peace bond (s. 811) (see also s. 145(3))



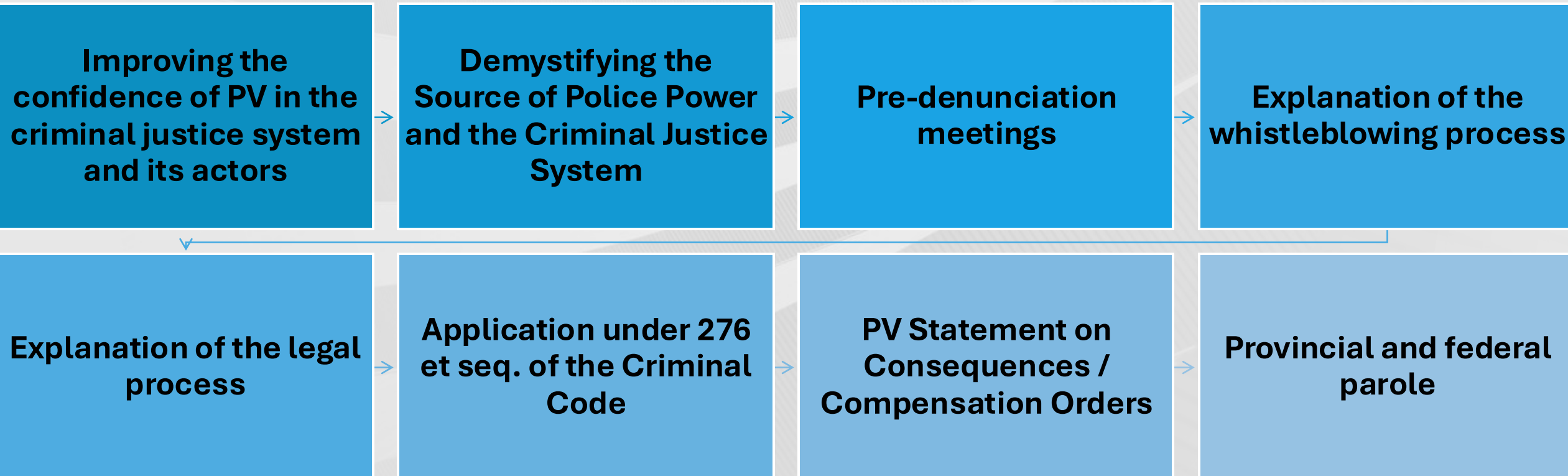
Big circle
of
domestic
violence



Little circle
of criminal
offenses

Role of the criminal lawyer at Rebâtir

Before the police report / During the legal process / After the sentence



Indemnisation des victimes d'acte criminel (IVAC)

Compensation for victims of crime

No need to report it to the police, but you do need to be the victim of a crime.

Psychological, verbal, and economic violence, and coercive control are not criminal acts.

Financial assistance offered to victims of a crime

Form to be completed “request for qualification”

Examples of possible financial assistance:

- Income replacement (max. \$98,000)
- Reimbursement of moving expenses (max. \$8,003)
- Reimbursement of two months' rent due if the lease is terminated due to domestic violence (1974.1 C.c.Q.) (max. \$1,319/month)
- Installation of an alarm system/surveillance camera (max. \$1,172)
- Installation of window bars (max. \$175/window)
- Reimbursement of therapy fees (psychologist/psychotherapist/SW/psychoeducator/etc.) (max. \$94.50 per session)
- Reimbursement of medication costs
- Reimbursement of travel expenses for medical appointments
- Etc.

ISA Protocol



- Agreement between partners such as CAVAC, IVAC, police forces and shelters
- Installation d'un système d'alarme et paiement de 12 mensualités (Installation of an alarm system and payment of 12 monthly installments)
- Regions covered:
 - Montréal (2003)
 - Laval (2017)
 - Gatineau (2015)
 - Longueuil (2018);
 - Saint-Jean-sur-Richelieu (2021)
- Must file a complaint with the police
- Must no longer live with spouse
- Coverage for alarm system installation up to the maximum limit set out in the LAPVIC (French Law on Civil Liability Act) and 12 months of monthly payments
- Alarm system (and possible panic button) identified as a location of interest to the dispatch center; in the event of an alarm, the center notifies the police of the location's risk and shares information;
- Fast installation

Housing Law

If the victim wishes to leave the accommodation

- Application to terminate a lease if your safety or that of a child living with you is threatened due to (1974.1 C.c.Q.):
 - 1) domestic violence by your intimate partner or former partner;
 - 2) sexual violence that you have suffered, regardless of who committed it;
 - 3) violence toward a child living in the dwelling covered by the lease.
- Written form
- No hearing required

If the PV wishes to remain in the accommodation to the exclusion of the perpetrator of violence

- Submit an application to the Housing Court to evict the perpetrator of violence
- Disturbance of peaceful enjoyment of housing that causes serious harm





Challenges to be met at Rebâtir

Current Challenges

1. Lack of Staff

Daily Response to Victim Calls:

Only **14 lawyers** cover all areas of law for the entire population of Quebec.

This limits the ability to respond in real time to victims' requests.

Little time to develop training or contribute to the advancement of research.

2. End of the REBÂTIR Program – Phase 2: This program allowed victims of domestic violence to be represented before the Superior Court in family law matters, particularly in:

complex cases,

cases requiring an interpreter,

cases that could lead to the creation of case law.



Challenges to be met at Rebâtir (...)

2. Few lawyers accept legal aid mandates to represent victims of domestic and sexual violence:

Shortage of specialized lawyers in the regions.

Legal knowledge is evolving rapidly.

The complexity associated with the dynamics of domestic violence.

The heavy workload required versus the ability to pay.

3. Consequences for victims:

Insufficient resources and specialized support **can compromise the safety and stability** of victims, increasing their vulnerability and limiting their access to justice.

Victims represent themselves.

The spectre of parental alienation in family and youth law.

Multiple denunciations in criminal law.



Solutions

Solutions

Deployment of specialized teams across the province:

Multidisciplinary expertise available in every region of Quebec.

Including the establishment of a team dedicated to **supporting individuals wishing to report a crime**, thus providing an additional **means of protection** (pre-reporting).

Specialized training and tools offered to all lawyers in Quebec.

Victims of domestic and sexual violence | If access to justice is important to us |

La Presse



RIMA ELKOURI
La Presse



On ne rebâtit pas une maison en abattant un mur flambant neuf. On n'agrandit pas davantage une porte dessinée sur mesure pour accéder à la justice en la placardant. C'est pourtant ce que fait le ministre de la Justice Simon Jolin-Barrette en amputant un programme phare destiné aux victimes de violence conjugale et sexuelle mis sur pied dans la foulée du rapport *Rebâtir la confiance*.

Publié le 26 février



Le programme Rebâtir est un formidable service de consultation juridique implanté en 2021 à l'aide juridique pour faciliter l'accès à la justice des victimes de violence conjugale et sexuelle. Il s'agissait d'une recommandation du comité d'experts mis en place dans la foulée du mouvement #moiaussi.

La première phase du programme, qui est toujours maintenue, est un franc succès. Elle offre aux victimes de violence sexuelle ou conjugale quatre heures de consultation téléphonique sans frais, dans tous les domaines du droit, avec des avocates spécialisées dans ces enjeux complexes¹. Plus de 16 500 personnes ont déjà eu recours à cette avancée portée par une petite équipe ayant développé une solide expertise.

« C'est un service extraordinaire, incroyablement utile, innovant et efficace », rappelle Julie Desrosiers, professeure à la faculté de droit de l'Université Laval et coprésidente du comité d'experts à qui l'on doit le rapport *Rebâtir la confiance*.

Si on ne peut que saluer la mise sur pied de ce service essentiel pour améliorer l'accès à la justice, on peine à comprendre la décision du gouvernement de mettre fin à la représentation juridique spécialisée pour les victimes de violence conjugale². C'était la phase II du programme Rebâtir, qui permettait depuis 2023 à des personnes dont la situation était particulièrement complexe ou dans des cas de conflits d'intérêts d'être représentées devant les tribunaux par une avocate spécialisée.

Bien que le mandat de représentation pointu de Rebâtir ne puisse à lui seul régler tous les problèmes d'accès à la justice de l'ensemble des victimes de violence conjugale, l'abandonner constitue un recul en pleine avancée.

« Je ne pense pas que ce soit une bonne idée de laisser tomber cette phase II », estime la professeure Julie Desrosiers. « On veut que ces femmes avocates, qui ont une expertise de pointe, fassent avancer la jurisprudence dans des dossiers complexes. Le pouvoir juridique des femmes est important en démocratie et il passe par là. »

Victimes de violence conjugale et sexuelle | Si l'accès à la justice nous tient à cœur | La Presse

Tout en préservant ce précieux volet du programme Rebâtir, il faut aussi travailler de façon plus large à rendre concrètes les autres recommandations du comité d'experts permettant un meilleur accès à la justice, bien au-delà de ce seul programme. « Les sections d'aide juridique, tout comme les avocats en pratique privée, doivent développer leur expertise à cet égard », rappelle Julie Desrosiers.

Pour l'heure, les victimes privées des services de représentation vivent des heures angoissantes, ne sachant vers qui se tourner.

« Qu'est-ce que je vais faire ? Je me sens abandonnée », me dit la voix brisée Cynthia*, une jeune mère de famille immigrante victime de violence conjugale. Les précieux services de Rebâtir lui avaient redonné de l'espoir alors qu'elle était en maison d'hébergement. Elle ne connaissait pas ses droits et avait très peur de perdre la garde de ses enfants après s'être séparée d'un conjoint violent.

Grâce à une avocate de Rebâtir, elle a pu obtenir une décision lui permettant de rester auprès de ses enfants. Elle craint le pire pour la suite des procédures, alors que son avocate lui a annoncé qu'elle ne pourrait malheureusement plus la représenter.

« Je ne comprends pas pourquoi on ferme ce service. Ça n'a aucun sens pour moi », ajoute Cynthia, en fondant en larmes.

« Pour moi et les autres femmes dans la même situation, c'est très difficile. C'est Rebâtir qui m'a donné le courage de recommencer. Sans Rebâtir, je ne sais pas ce que je vais faire. »

— Cynthia

La détresse de cette jeune mère est à l'image de ce que vivent de nombreuses personnes victimes qui se font dire par l'avocat en qui elles avaient mis toute leur confiance qu'il ne pourra plus les accompagner. « Certaines voient leur choc post-traumatique réactivé, d'autres évoquent des idées suicidaires ou doivent retourner vers des ressources d'aide dont elles n'avaient plus besoin depuis des années », observe M^e Justine Fortin, coresponsable des dossiers politiques au Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale.

Pourquoi donc avoir mis fin à des services qui répondaient à un réel besoin ?

« La phase II de Rebâtir était un projet pilote d'une durée d'un an. Le projet a donc pris fin comme prévu en septembre 2024 », répond Audrey Lepage, attachée de presse au cabinet du ministre de la Justice.

On précise que les personnes visées par ce projet pourront être représentées par un avocat à l'aide juridique et que tous les dossiers ouverts par les avocates de Rebâtir seront menés à terme – ce qui contredit les témoignages recueillis.

Le fait d'être admissible à l'aide juridique ne garantit en rien l'accès à cette aide. Le problème est encore plus criant en région, souligne Cathy Allen, coordonnatrice de la maison Alternative pour Elles à Rouyn-Noranda. « C'est insoutenable, ce que les femmes vivent. Elles ont beaucoup de difficulté à être représentées par des avocats qui acceptent des mandats de l'aide juridique. Elles ont aussi beaucoup de difficultés à être représentées tout court par des avocats, encore plus par des avocats qui ont une expertise en contexte de violence conjugale. »

Quoi qu'il en soit, au cabinet du ministre Jolin-Barrette, on maintient que l'accompagnement des personnes victimes de violence sexuelle et conjugale est une « priorité » pour le gouvernement.

Alors que, dans une lettre publiée mercredi³, des intervenantes inquiètes pressent le ministre de ne pas placarder une porte d'entrée à la justice tout juste ouverte, il reste à espérer que cette « priorité » soit réellement prioritaire.

***Le nom est fictif, l'histoire ne l'est pas.**



Your opinion matters

Evaluation link

https://uwo.eu.qualtrics.com/jfe/form/SV_23q3brq6HAo6Fue

Proud to be a partner in this collective fight that we are waging together to counter domestic and sexual violence in Quebec



1 833 732-2847



rebatir.ca



projet@rebatir.ca

Rebâtir



**Commission des services
juridiques**